

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 129 (1984)
Heft: 10

Artikel: Un avertissement du général Rogers
Autor: Schneider, Fernand-Thiébaut
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-348631>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 21.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Un avertissement du général Rogers

par le colonel Fernand-Thiébaut Schneider

Très souvent le général Rogers, commandant suprême allié en Europe, met en garde l'opinion américaine et celle des autres pays de l'OTAN contre l'accroissement constant des forces de l'Est. Et il fait comprendre à tous la nécessité d'une amélioration des moyens de l'Alliance pour y mieux faire face.

Usant des moyens de communication modernes, le SACEUR non seulement expose aux personnalités reçues au SHAPE ses vues sur la défense commune, mais recourt aussi à la presse et aux revues du monde de l'Ouest pour exprimer ses idées. Ainsi, dans un article publié dans *Europa-Archiv*¹, il s'adresse aux lecteurs allemands. Il y évoque la menace pesant actuellement sur le front d'Europe, puis certaines faiblesses des forces de l'Ouest, des unités classiques surtout. Il précise ensuite quelle dissuasion alliée doit être réalisée, son coût étant supportable, selon les experts du SHAPE, par les budgets en cause. A la fin de son exposé, il évoque le dialogue à engager entre les responsables de la défense commune et l'opinion, celle de l'Allemagne sur-

tout, à laquelle s'adresse plus particulièrement son article.

*
* *

La menace soviétique

Elle est constante, dit le général Rogers, car elle résulte d'une amélioration incessante, en qualité et en quantité, de la puissance militaire des pays du Pacte de Varsovie. Ainsi, les moyens des armées et des marines de l'Est présentent parfois des rapports de forces avec l'Ouest de deux ou trois à un, en faveur des Soviétiques et de leur bloc. La supériorité est même de neuf à un pour les armes nucléaires de portée moyenne. Certes, l'Ouest conserve, lui, la supériorité dans certains domaines que l'Est s'efforce de surmonter dans les meilleurs délais.

Le général Rogers reconnaît par ailleurs que les partenaires de l'Alliance ont déjà procédé à une amélioration de leurs forces classiques, si bien que l'apparente réserve fréquemment témoignée par l'URSS résulte davantage de ce rattrapage de l'OTAN que d'une bonne volonté des chefs de Moscou, dont la prétention à la domination mondiale reste entière. Ainsi, le potentiel militaire du Pacte dépasse de beaucoup les besoins d'une

¹ « *NATO-Strategie: Erfordernisse für glaubwürdige Abschreckung und für Bündniszusammenhalt* », par Bernard W. Rogers (*Europa-Archiv* du 10.7.84).

simple défense. Il est l'instrument d'une volonté de puissance. Celle-ci se concrétise dans une «politique du bâton et de la carotte», comportant à la fois des promesses, des menaces et une désinformation visant à un découplage entre les Etats-Unis et leurs alliés. A longue échéance, si l'action de Moscou était couronnée de succès, l'URSS pourrait être tentée, grâce à l'accroissement constant de ses moyens, de vouloir atteindre ses fins par la menace d'un recours à sa force militaire.

Mais comment réagir face à de telles perspectives? Le général Rogers, tout en notant certaines améliorations intervenues à l'Ouest, préconise une solidarité atlantique solide, inaccessible à l'action indirecte de l'Est, une ferme détermination en présence du danger encouru et une force conventionnelle en mesure d'assurer, si nécessaire, l'application de la doctrine de la «riposte graduée» de la stratégie de l'OTAN. Alors celle-ci sera à même de pratiquer vis-à-vis de l'agresseur potentiel une dissuasion normale pour empêcher une attaque ou, en cas de concrétisation de celle-ci, la neutraliser.

Mais cette stratégie exige un potentiel de défense bien adapté à la menace et face à n'importe quelle composante des moyens de l'agresseur: forces nucléaires stratégiques, forces nucléaires non stratégiques, forces classiques.

Dans ces conditions, trois répliques possibles doivent être envisagées par l'OTAN:

- *une défense directe classique*, s'opposant à l'attaque classique, pour battre l'agresseur ou lui imposer la responsabilité de l'escalade;
- *une escalade calculée de l'OTAN*, avec un recours en premier aux armes nucléaires non stratégiques;
- *une réplique nucléaire générale de l'OTAN*, ultime ressource de la défense alliée.

La réplique flexible exige une OTAN prête à procéder à l'escalade en cas d'échec de la solution préférée, celle d'une défense classique efficace, sans recours à l'arme majeure. En somme, il s'agit de démontrer à l'adversaire que, en tout état de cause, l'attaque lancée par lui comporterait des risques plus grands que les gains locaux espérés.

Mais, poursuit le général Rogers, les forces classiques actuelles de l'OTAN ne permettraient pas à celle-ci de dissuader le Pacte de Varsovie de toute attaque de type conventionnel. Aussi, dans les conditions du moment, le commandant en chef allié pourrait-il, en cas d'agression de l'Est, se trouver bientôt dans l'obligation de solliciter l'autorisation d'un recours à la réplique nucléaire, afin de bloquer l'attaque. L'Ouest se verrait condamné à ce terrible choix, du fait de son incapacité de faire un usage prolongé de suffisamment de forces classiques répondant aux pertes successives sur le champ de bataille.

En somme, dit le commandant en chef allié, l'OTAN peut bien être condamnée à bref délai à la réplique

atomique. D'où une moindre crédibilité de sa riposte classique. Car le potentiel agresseur sait bien que l'escalade en cause se traduirait aussi par d'immenses dommages infligés à l'environnement européen. Et il pourrait miser sur une hésitation de l'Ouest à recourir à l'arme nucléaire tactique de petite ou moyenne portée.

Mais que représentent les moyens de l'OTAN?

Les moyens classiques limités de l'Ouest

Le général Rogers insiste souvent sur la quantité, à son sens trop limitée, des forces conventionnelles de l'Alliance: un recours peut-être assez précoce aux forces nucléaires pourrait s'imposer, avec tout le risque que comporterait cette intervention. Certes, l'arsenal atomique allié a été sensiblement renforcé. Mais malheureusement, l'Est s'est doté de forces de type conventionnel nettement accrues...

Or, estime le général Rogers, le mécanisme de la réplique graduée serait considérablement amélioré par un effort de l'Ouest sur ses moyens classiques. Il faut donc évaluer et réaliser le minimum souhaitable et financièrement supportable de forces classiques à mettre sur pied, afin d'éviter l'éventualité d'un trop rapide recours à l'arme majeure. Car, dit le commandant en chef, les moyens conventionnels doivent être mieux qu'une sorte de barbelé pouvant à peine gêner quelque peu l'agresseur.

Mais, en pratiquant une réplique de type classique d'une certaine ampleur, on évitera une intervention prématuée de l'arme nucléaire, sans d'ailleurs renoncer à son emploi, si nécessaire.

La défense de l'OTAN pourrait donc comporter des forces non nucléaires assez importantes afin de permettre une résistance efficace plus longue contre une agression prolongée, mais ne comportant pas l'intervention de moyens atomiques. Alors le commandement allié disposerait d'un délai suffisant pour passer aux répliques prévues, tout en procédant aux consultations indispensables à une décision non précipitée de recours aux forces nucléaires de petite ou moyenne portée. C'est ainsi que pourrait être envisagée avec des chances de succès la double perspective d'une contre-attaque contre les forces de première ligne adverses et d'une action rapide en profondeur, avec des moyens modernes classiques, susceptibles d'assumer certaines missions autrefois prévues pour les armes nucléaires, contre les formations adverses de deuxième échelon. Car seules ces dernières unités sont garantes du succès de l'agression, en relevant les éléments de premier échelon. Or, des potentiels classiques supplémentaires donneraient aux forces de l'Ouest une meilleure efficacité contre les masses de second échelon que l'adversaire sera obligé d'acheminer rapidement vers le front pour l'emporter.

Quant à la menace de l'arme majeure de l'OTAN, elle sera constam-

ment maintenue et l'adversaire devra comprendre le grand risque qui pèsera sur son territoire du fait d'un potentiel nucléaire allié lui aussi perfectionné.

L'amélioration des forces conventionnelles de l'Ouest, tout en renforçant la dissuasion, rassurera aussi les populations amies, qui redoutent actuellement une intervention forcée et prématuée des armes nucléaires de l'OTAN. Car le report d'un plus grand effort de dissuasion sur les moyens classiques leur donnera une plus nette confiance dans la défense occidentale. Et la stratégie de la riposte graduée sera d'autant plus efficace qu'elle résultera d'une action dissuasive prolongée des armes classiques, les efforts alliés étant d'ailleurs facilités par cet autre pilier de la stratégie de l'Alliance: une défense de l'avant.

Ce sont là des faits sur lesquels le général Rogers a coutume d'insister, notamment dans l'article évoqué, publié dans *Europa-Archiv*, c'est-à-dire destiné essentiellement à une certaine opinion allemande. En outre, il souligne que la stratégie envisagée a un objectif immédiat: l'empêchement de la guerre.

La dissuasion et l'empêchement de la guerre

Dans cette partie de son exposé, le commandant en chef allié rejette certaines opinions opposées à sa thèse. Il critique, par exemple, celle qui soutient que la riposte graduée a bien pour objectif souhaitable d'élever le seuil nucléaire. Mais, de ce fait,

n'affaiblira-t-elle pas la dissuasion, car elle rendrait la riposte stratégique américaine plus aléatoire? En effet, n'étant pas exposé à une intervention atomique immédiate, l'Est pourrait déclencher plus facilement une attaque de style classique. Enfin, disent certains, la réplique nucléaire, seulement retardée, aura finalement quand même lieu. Alors, pourquoi tant de dépenses pour uniquement retarder l'inévitable?

C'est à toutes ces objections que répond le général. L'amélioration des forces classiques, dit-il, constituera bien une plus forte dissuasion de ce genre d'attaques, sans porter atteinte à la volonté alliée bien affirmée d'un recours à l'arme majeure, si celui-ci devait vraiment s'imposer. Par ailleurs, l'élévation du seuil nucléaire, par le temps ainsi gagné, permettra aux responsables alliés de procéder aux consultations nécessaires et de prendre, en connaissance de cause et sans précipitation, l'éventuelle décision de l'intervention des armes nucléaires de petite ou moyenne portée. En tout cas, la possession de celles-ci par l'Ouest évitera sans doute, par la crainte d'une réplique atomique, un recours à l'arme majeure de la part de l'Est. En somme, l'amélioration des forces classiques alliées accroîtra la dissuasion pour les attaques de toutes catégories. Car elle fera ressortir la volonté de l'OTAN de faire face à toute menace.

Quant à la renonciation à l'emploi en premier de l'arme nucléaire, suggé-

rée par certaines personnalités occidentales, même après le renforcement des moyens classiques, elle aboutirait tout simplement à un abaissement de la dissuasion totale alliée, car celle-ci, ainsi réduite, accroîtrait encore la menace de l'Est. D'ailleurs, si l'Ouest détient des moyens atomiques, ce n'est pas forcément avec l'intention de s'en servir pour une action aggressive, mais bien pour dissuader l'adversaire de procéder à une attaque, l'OTAN détenant toujours la possibilité, que souligne le général Rogers, d'un recours en dernière instance à l'arme majeure, si nécessaire. Mais une question se pose, celle du coût du renforcement préconisé.

Le prix d'un renforcement utile des forces classiques

Il résulte des analyses faites au SHAPE, dit le général Rogers, que l'amélioration désirée des forces est bien compatible avec les ressources des pays occidentaux, puisque ces derniers disposent d'un revenu supérieur au double de celui des pays de l'Est. Il est donc possible, estime le commandant en chef allié, d'améliorer le personnel, l'équipement et l'organisation logistique des forces du théâtre d'Europe. Mais il faudra aussi posséder les moyens indispensables pour situer, atteindre et donc neutraliser les forces adverses acheminées vers le front d'attaque. Car ce seront là les unités sur lesquelles comptera l'assailant pour relever rapidement les

troupes de l'avant, celles du lancement de l'agression.

Or, la riposte alliée sera facilitée notamment par l'acquisition de ces moyens modernes qui peuvent lancer leurs munitions et sous-munitions dans la profondeur du dispositif d'attaque. Ce sera la tâche de la technologie de l'Ouest de pourvoir suffisamment le front allié en armes correspondant à ces besoins.

Une collaboration entre les industries des pays de l'OTAN s'impose pour fournir tous ces moyens d'avant-garde aux armées de l'Ouest. Le général Rogers recommande l'organisation commune des fabrications en cause, dont la charge sera moins lourde pour les budgets nationaux, du fait d'une coopération très centralisée. Mais un vaste dialogue s'impose entre les grands responsables de la défense commune et leurs concitoyens.

Le nécessaire dialogue

C'est une opinion bien informée qui rendra possibles les améliorations et renforcements souhaitables de l'OTAN. Les chefs politiques de l'Ouest auront donc à les réclamer et à les faire approuver par leurs pays. Il importe que les citoyens de l'Ouest soient clairement informés des nécessités de la défense préconisée. L'organisation de celle-ci doit être telle qu'elle dissuade l'Est d'accroître son potentiel militaire et l'incite, au contraire, à accepter des négociations pour une réduction générale des forces.

On le sait, une dissuasion crédible

de l'OTAN exige, face aux menaces du moment, un potentiel de défense ajusté à celles-ci. Or, bien souvent, l'opinion est exprimée dans les milieux européens qu'il suffirait à l'OTAN de détenir une force nucléaire suffisante pour menacer l'URSS d'une intervention contre ses villes. C'est là, dit le général Rogers, une thèse non crédible, voire entièrement fausse, car l'équilibre militaire est indispensable au maintien de relations équilibrées entre l'Ouest et l'Est.

Comme le laisse entendre l'auteur, seules des forces faisant contrepoids à celles du Pacte de Varsovie constitueront une dissuasion efficace. Et cette sensible égalité sera aussi la base d'une ultérieure réduction des armements, ultime objectif de l'OTAN.

L'opinion devra donc comprendre qu'un potentiel militaire renforcé ira dans le sens d'une diminution finale des forces et de meilleures relations entre l'Est et l'Ouest, condamnés à coexister. Mais le général Rogers rejette fermement l'idée parfois évoquée d'une initiative unilatérale de désarmement. Ce serait là un avantage pour l'Est, face à un Ouest alors amoindri. Il faudra, au contraire, persuader l'URSS qu'elle n'aurait rien à gagner à une course aux armements, l'OTAN étant bien décidée à toujours rétablir une parité menacée. Le paradoxe utile de l'Ouest, selon le chef allié, ce sera l'acquisition de moyens suffisants pour pouvoir engager des pourparlers valables en vue d'une réduction générale des forces. Les

responsables politiques et militaires de l'OTAN devront donc avoir le souci d'un bon niveau des forces, donc «armer aujourd'hui pour désarmer demain». Car, «pour négocier, il faut être fort». Ce sont là des vérités que les chefs alliés auront à expliquer à leurs administrés.

*
* *

Le maréchal Foch déclarait que, ayant «appris ce qu'est une alliance», il admirait moins Napoléon. Que dirait-il de l'immense OTAN avec tant d'alliés si différents? Certes, les populations en cause voient bien les grands problèmes de la défense commune évoqués dans leur presse. Ainsi, quatre personnalités américaines éminentes ont prôné, dans *Foreign Affairs*, la thèse d'une renonciation de l'OTAN à l'emploi en premier de l'arme majeure². Puis des experts allemands ont immédiatement rejeté, dans la même revue, cette proposition³. Il est donc heureux que le commandant en chef allié du front d'Europe prenne l'initiative d'informer lui-même directement l'opinion de l'Alliance, afin d'obtenir son assentiment général, élément si favorable à l'efficacité de l'OTAN.

F.-Th. S.

² «*Nuclear Weapons and the Atlantic Alliance*», par Mc George Nundy, George F. Kenman, Robert S. MacNamara et Gerard Smith (*Foreign Affairs*, printemps 1982).

³ «*Nuclear Weapons and the preservation of peace: a German response to no first use*», par Karl Kaiser, Georg Leber, Alois Mertes, Franz Joseph Schulze (*Foreign Affairs*, été 1982).